

Le maire abusé bloque la vente à la découpe de 120 logements

JEAN-YVES Le Bouillonnet est un maire en colère. 120 logements de la place Ovale, dans le centre-ville de Cachan, sa commune, sont en vente. Le problème, c'est qu'un accord avait été signé entre le vendeur et la municipalité, pour qu'une partie soit réservée à un bailleur social. Mais il semble que l'accord ne sera pas respecté. L'affaire débute il y a deux ans. Le Crédit foncier, propriétaire de ces bâtiments construits avec le 1 % patronal, lance une « recapitalisation » au profit d'une filiale. Officiellement, il n'y a pas de vente et la mairie ne songe donc pas à préempter. Puis apparaît **la société Sorège III, un marchand de biens immobiliers. Cette nouvelle filiale du Crédit foncier s'est déjà distinguée par des ventes à la découpe à Paris.** Ces ventes consistent à acheter en gros et revendre au détail des appartements libres ou occupés pour un maximum de bénéficiaires. Les locataires se retrouvent le plus souvent brutalement évincés.

« Ce type de procédé est scandaleux »

La mairie l'apprend et rencontre les responsables de Sorège. « Ils m'expliquent qu'ils réservent 40 logements pour les affecter à un bailleur social, rapporte Jean-Yves Le Bouillonnet (PS). J'ai trois lettres en ce sens. Mais pendant l'été, nous apprenons que la vente a commencé et qu'ils vendent tout. Ce type de procédé est scandaleux. On est en présence de gens toujours à la limite. Ce sont des investisseurs spéculatifs qui vendent le plus cher possible en méprisant les locataires. » Claude, retraité, habite dans un de ces deux-pièces depuis quinze ans. « Ils n'ont pas tenu leurs engagements. Ce n'est pas élégant, réagit-il. On sent qu'il n'y a que le fric qui compte. » Lui hésite à acheter. « On va voir par rapport à nos revenus. Mais ce n'était pas dans nos plans. » **Le député-maire de Cachan a, lui, l'impression d'avoir été trompé avec ces 40 appartements soit disant réservés.** « **L'opération était un leurre, pour amadouer la collectivité,** estime-t-il. Aujourd'hui, je n'ai pas de prise sur ce type d'opération qui peut déstructurer complètement un quartier ». Il craint aussi que cette vente vienne grossir le nombre de demandeurs de logements sociaux dans sa ville. Il a saisi le préfet et a bloqué la vente, temporairement. Quant à Sorège III et Gemco, qui commercialisent les logements, elles n'ont pas souhaité réagir, malgré nos sollicitations répétées.

Brendan Kemmet